

Prévention au cours de la première phase de la vie

Martin Hafen

Hochschule Luzern, Soziale Arbeit, Institut für Sozialmanagement, Sozialpolitik und Prävention, Luzern

L'exigence d'un encouragement précoce repose sur de solides fondements scientifiques. Elle n'englobe pas uniquement les aspects de la formation, de l'accueil et de l'éducation des jeunes enfants, mais également des mesures dans le domaine de la famille et de la politique sociale, de la santé, de l'emploi et de la migration. Cet article a pour objectif de présenter quelques-uns de ces fondements pour illustrer l'importance préventive de l'encouragement précoce.

En Suisse également, les pouvoirs publics sont confrontés à des coûts croissants. Les dépenses de santé publique ne cessent d'augmenter, les maladies non transmissibles telles que le cancer ou le diabète et les troubles psychiatriques (y compris les dépendances) pesant particulièrement lourd dans la balance. Les coûts de l'aide sociale, quant à eux, n'ont pas sensiblement augmenté depuis quelques années. Malgré tout, ils grèvent fortement les budgets des communes et suscitent de nombreuses discussions quant à savoir si nous pouvons au juste encore nous permettre un État social. Il est frappant de constater que les ménages avec enfants dépendent plus souvent de l'aide sociale que les ménages sans enfants (5,2% vs 2,9%). La situation est particulièrement dramatique pour les familles monoparentales, puisque 22% d'entre elles dépendent de l'aide sociale [1].

«Give every child the best start in life»

La recherche montre depuis de nombreuses années qu'il existe une relation étroite entre la précarité socio-économique et la santé [2]. Ainsi, Marmot [3] a démontré qu'en Angleterre, par rapport aux personnes les plus pauvres, les personnes les plus riches mourraient 10 ans plus tard et vivaient 18 ans de plus sans maladies chroniques. La réduction des inégalités sociales est donc pour lui l'une des stratégies de politique de santé les plus capitales. En première position des six recommandations de politique centrales formulées dans la revue de Marmot figure l'exigence «*Give every child the best start in life*». Cette exigence d'un encouragement précoce repose sur de solides fondements scientifiques et elle n'englobe pas uniquement les aspects de la formation, de l'accueil et de l'éducation des

jeunes enfants, mais également des mesures dans le domaine de la famille et de la politique sociale, de la santé, de l'emploi et de la migration. Cet article a pour objectif de présenter quelques-uns de ces fondements pour illustrer l'importance préventive de l'encouragement précoce, puis de fournir un aperçu de la situation en Suisse¹.

Pour montrer l'importance de l'encouragement précoce pour la prévention de la pauvreté et des problèmes sociaux et sanitaires, il est possible d'avancer en premier lieu un argument relevant de la théorie des systèmes [4]: Les systèmes sociaux, psychiques et corporels établissent dès le début des structures. Ces structures forment la base pour toute formation de structures supplémentaires, ce qui signifie que les structures qui se sont formées précocement revêtent une importance particulière. A l'échelle de l'être humain, cela signifie que la formation des structures corporelles et psychiques au cours de la jeune enfance a une importance centrale pour le développement physique et psychosocial de l'être humain. Selon la perspective de la théorie de la prévention [5], nous retiendrons que certaines structures déploieront ultérieurement dans la vie des effets délétères en tant que facteurs de stress, tandis que d'autres structures favorisent la résilience d'un individu en tant que facteurs de protection.

Depuis quelques années, les connaissances acquises dans des disciplines telles que la psychologie du développement, la recherche sur l'attachement ou la recherche sur le stress sont de plus en plus complétées par la recherche en sciences naturelles. Avec ses procédés d'imagerie, la neurobiologie offre une compréhension plus approfondie du fonctionnement du cerveau et des processus d'apprentissage durant la jeune enfance.

¹ Pour des raisons de place, toutes les sources bibliographiques ne peuvent être citées. Dans ce contexte, les lecteurs sont invités à consulter deux analyses approfondies de l'encouragement précoce en tant que prévention, qui contiennent des références supplémentaires [15, 16].

Elle est ainsi en mesure d'étayer sous l'angle des sciences naturelles nombre de connaissances émanant de disciplines des sciences humaines. Elle peut par ex. démontrer qu'un grand stress provoqué par des violences ou une négligence affective au cours des premières années de la vie entrave le développement des structures neuronales responsables de la régulation de l'agressivité, un mécanisme qui contribue à expliquer l'agressivité excessive des auteurs de crimes graves [6]. L'épigénétique, quant à elle, révolutionne l'hypothèse de la génétique selon laquelle des modifications de gènes seraient uniquement possibles sur de nombreuses générations et l'être humain et son environnement social n'auraient pas d'influence sur les gènes. Au cours des dernières décennies, des études dans ce domaine sont notamment parvenues à démontrer que l'alimentation de la mère durant la grossesse avait une influence sur la survenue ultérieure de maladies liées à l'alimentation et que l'affection au cours de la jeune enfance influençait la résilience face au stress. Ces influences provenant de l'environnement de l'enfant contribuent à ce que certains gènes pertinents pour la santé soient plutôt activés ou désactivés en bloquant ou en déclenchant l'interrupteur d'activation des gènes. Ainsi, l'affection durant la jeune enfance débloquent un gène anti-stress, qui régule les activités du gène du stress. Si cette affection fait largement défaut au cours de la 1^{ère} année de vie, ce gène restera désactivé durant toute la vie, ce qui est à l'origine d'une propension accrue au stress chez la personne concernée [7].

Facteurs environnementaux de stress et de protection

La manière dont les structures d'un enfant se développent durant la grossesse et les 1^{ères} années de vie est fortement influencée par les stress et facteurs de protection dans l'environnement de l'enfant. Les stress sont dominés par ce que l'on appelle les *adverse childhood experiences* (ACE) [8]. Ces dernières désignent des stress prolongés et excessifs dont sont victimes les jeunes enfants en raison d'une négligence affective, de violences domestiques ou d'abus sexuels. De telles expériences sont fortement corrélées à des problèmes psychiques et sociaux graves, ainsi qu'à de nombreuses maladies physiques, à l'âge adulte. Il est dès lors essentiel d'éviter de telles expériences de stress durant la jeune enfance, et il est évident que tous les professionnels en contact avec les familles (pédiatres, travailleurs sociaux, éducateurs de la petite enfance, etc.) peuvent et doivent contribuer largement à la prévention et à la détection précoce de tels stress chez les jeunes enfants. La petite enfance représente également une phase

déterminante pour la formation de facteurs de protection. Ainsi, différents domaines de recherche ont révélé que les bases de la plupart des compétences de vie (confiance fondamentale, sentiment d'auto-efficacité, autorégulation, compétence sociale, compétence en matière de risque et de santé, etc.) sont posées au cours des 1^{ères} années de vie. Prenons encore la compétence linguistique: La recherche neurobiologique a montré que le cerveau des enfants âgés de 2 à 4 ans est parfaitement adapté à l'apprentissage de deux voire trois langues, car les langues sont ancrées dans le même réseau neuronal [9]. Lorsque la deuxième langue est apprise plus tard, un nouveau réseau se constitue à cet effet et il n'est alors possible d'acquérir la même compétence linguistique que dans des cas exceptionnels. Les enfants issus de familles immigrées, qui apprennent la langue du pays d'accueil uniquement au jardin d'enfants voire à l'école, sont dès lors nettement désavantagés au niveau de leur biographie éducative, ce qui à son tour peut avoir des répercussions défavorables sur leur intégration.

Nous pouvons donc retenir, en tant que bilan intermédiaire, que trois conditions environnementales doivent avant tout être satisfaites pour que les enfants puissent se développer sainement: absence de stress excessif, liens fiables avec les personnes de référence primaires et environnement stimulant. La plupart des familles offrent à leurs enfants de telles conditions, mais il existe néanmoins une proportion non négligeable de familles qui, pour différentes raisons, n'y parviennent pas. Ces familles ne sont toutefois pas les seules à avoir besoin d'un soutien professionnel (par ex. par le biais d'une offre de qualité et financièrement abordable d'accueil extra-familial des enfants). Les projets de vie des femmes ne sont plus les mêmes qu'il y a 40 ans. En conséquence, on ne peut pas attendre des jeunes mères qu'elles laissent tout simplement de côté leurs ambitions professionnelles, même si cette opinion est encore plus répandue en Suisse que la moyenne internationale [10]. Bien entendu, les structures d'accueil de jour ne sont pas les seules à apporter une contribution essentielle au développement sain et adapté à l'âge des enfants d'âge préscolaire; il s'agit là aussi d'une mission incombant à toutes les institutions et à tous les professionnels qui sont en contact avec ces enfants et leurs familles. Une mise en réseau performante de ces institutions et professionnels, objectif auquel s'attelle actuellement la *Jacobs Foundation* avec le projet *PrimoKiz* dans les communes et petits cantons, représente un élément de qualité de l'encouragement précoce, qui profite à toutes les familles mais tout particulièrement à celles qui sont socialement défavorisées.

L'encouragement précoce a une action préventive

Entre-temps, il existe des dizaines d'études à long terme qui confirment l'action préventive des activités relevant de l'encouragement précoce. Les offres d'accueil extra-familial des enfants occupent le premier plan. Ces offres profitent à toutes les familles, mais tout particulièrement aux familles défavorisées sur le plan socioéconomique et à celles issues de l'immigration, surtout lorsqu'elles sont complétées par des offres de travail social (aide sociale pour les parents, accompagnement socio-pédagogique des familles, etc.). Des études (par ex. [11]) ont montré que par rapport aux enfants non soutenus, les enfants soutenus connaissent une meilleure réussite scolaire et avaient de meilleures chances sur le marché du travail, en particulier lorsqu'ils sont issus de familles socialement défavorisées. En outre, ils commettent moins d'infractions durant leur jeunesse et à l'âge adulte, dépendent moins souvent de l'aide sociale et sont en meilleure santé. Cela n'a pas uniquement des répercussions positives sur les parcours de vie individuels, mais est également avantageux sur le plan économique. Ainsi, il a été calculé que le retour sur investissement des programmes américains les plus connus de soutien des enfants socialement défavorisés et de leurs familles était compris entre 1:9 et 1:16 [12]. Cela signifie que pour chaque dollar investi, les pouvoirs publics économisent des dépenses de l'ordre de 9 à 16 dollars pour des mesures d'aide scolaire, des programmes d'intégration professionnelle, des aides sociales, des coûts liés à des infractions pénales et des coûts de santé ou perçoivent des recettes équivalentes en raison de recettes fiscales plus élevées liées à des revenus plus élevés. Pour les programmes universels qui s'adressent à tous les enfants et à toutes les familles, ce retour sur investissement est plus faible, mais tout de même compris entre 2 et 3%. Vu sous cet angle, une économie nationale ne peut absolument pas se permettre de ne pas investir dans la première phase de la vie.

Qu'en est-il de la situation en Suisse?

A la lumière de ces preuves théoriques et empiriques, il est étonnant que la Suisse investisse si peu dans la petite enfance. D'après le dernier rapport sur l'éducation de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) [13], la Suisse investit seulement

0,2% de son produit intérieur brut (PIB) dans la petite enfance. La moyenne de tous les pays de l'OCDE s'élève à 0,8%, soit quatre fois plus, et les pays scandinaves tels que la Norvège investissent même plus de 10 fois plus. Par ailleurs, il apparaît que certains pays de l'OCDE (par ex. Norvège et France) ont doublé leurs dépenses au cours des 3 dernières années, tandis que les dépenses de la Suisse s'élevaient déjà à 0,2% du PIB dans le rapport sur l'éducation de 2012. Cette politique familiale restrictive, qui se manifeste entre autres par l'absence de congé de paternité et par des déficits qualitatifs dans l'accueil extra-familial des enfants, a pour conséquence une contribution financière relativement élevée demandée aux familles suisses. Alors qu'une famille zurichoise doit en moyenne supporter les deux tiers des coûts d'accueil de jour, cette valeur est systématiquement inférieure à 25% en Allemagne, en Autriche et en France, et elle est même inférieure à 5% dans les pays scandinaves [14]. Conséquence de cette mise à contribution élevée des familles: En comparaison internationale, les enfants de moins de 3 ans sont très rarement gardés dans les structures d'accueil extra-familial [13]. Cette situation est extrêmement pénalisante pour les enfants issus de familles confrontés à des problèmes.

Résumé

La petite enfance constitue l'un des principaux champs d'action de la prévention, car c'est durant cette phase de la vie que sont posées les bases d'un développement physique et psychosocial sain. De nombreux pays de l'OCDE en ont pris conscience et investissent de plus en plus dans la petite enfance afin de réduire les coûts d'aide sociale et de santé. Ce faisant, ils contribuent considérablement à réduire les inégalités sociales et favorisent l'intégration des familles socialement défavorisées en général et des familles issues de l'immigration en particulier. En Suisse, bien qu'il existe des évolutions positives en Romandie et dans de nombreuses villes, la Suisse aurait intérêt, ne serait-ce que pour des raisons économiques, à intensifier considérablement ses efforts en matière de politique familiale au niveau fédéral, cantonal et communal. Il s'agit là d'un investissement pour nos enfants et donc pour l'avenir du pays.

Références

La liste complète des références est disponible dans la version en ligne de l'article sur www.primary-hospital-care.ch

Correspondance:
Prof Dr méd Martin Hafen
Hochschule Luzern
CH-6002 Luzern
[martin.hafen\[at\]hslu.ch](mailto:martin.hafen[at]hslu.ch)